



Niger

L'armée française doit partir

Pas d'ingérence directe ou indirecte de l'impérialisme français

Au Niger, un coup d'état militaire a renversé le président Bazoum. Les hauts responsables des forces armées, dont le général Tchiani, chef de la Garde présidentielle, ont suspendu la constitution, fermé les frontières et mis en place un comité national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP).

Une grande partie de l'opposition aux régimes d'Issoufou (2011-2021) et de son successeur Bazoum, s'est ralliée au CNSP. Des manifestations de soutien ont eu lieu dans la capitale, Niamey et dans d'autres villes, mais la grande masse de la population « attend de voir ».

La population est à bout : elle ne supporte plus la misère, dans un pays riche en minerais de toutes sortes, pillés par les multinationales, dont Orano, (ex-Areva) qui exploite des mines d'uranium depuis des dizaines d'années. Elle ne supporte plus la présence de troupes militaires françaises du dispositif Barkhane replié au Niger, suite au départ forcé des troupes françaises du Mali, puis du Burkina Faso. La « situation sécuritaire », autrement dit, la présence et les exactions des groupes djihadistes, reste importante, malgré les 1500 soldats et les bases françaises, celle des unités spéciales US avec leurs drones et les instructeurs allemands et italiens... C'est pourquoi, un des mots d'ordre des manifestations est « Dehors les militaires français, dehors Barkhane ».

L'impérialisme français et ses alliés de l'UE n'acceptent pas de voir leur « allié » nigérien, « partenaire privilégié de l'UE au Sahel », prendre ses distances : ils exigent le rétablissement du chef de l'Etat démis et organisent un blocus économique, financier, commercial de ce pays enclavé, pour « faire pression » sur la junte, mais les premières et principales victimes de ce blocus sont les populations, aussi bien des villes que des campagnes.

Macron a déclaré qu'il « ne tolérera aucune attaque contre la France et ses intérêts et qu'elle répliquera de manière immédiate et intraitable ». Mais il sait qu'une intervention militaire directe provoquerait une riposte populaire au Niger, ferait grandir l'opposition à la présence de l'impérialisme français dans les autres pays de la région et risquerait aussi de se heurter à une opposition en France même. C'est pourquoi, il a mobilisé les chefs d'état et les gouvernements des pays de la Cédéao, du moins ceux qui restent des alliés de l'impérialisme français, pour qu'ils organisent non seulement le blocus criminel du Niger, mais qu'ils préparent aussi une intervention militaire conjointe, dont le principe a été discuté début juillet, lors d'un sommet de la Cédéao, présidée actuellement par le Nigéria, pour « mettre fin aux coups d'Etat » dans cette zone de l'Afrique.

Comme au Mali et au Burkina, des drapeaux russes ont été brandis dans les manifestations. C'est la preuve, pour les dirigeants français et ceux des pays de l'UE engagés au Sahel (Allemagne, Italie) que les manifestants sont instrumentalisés par la Russie. Il est évident que la Russie essaie de tirer partie des difficultés de l'impérialisme français pour étendre son influence et prendre le contrôle des richesses du Niger, comme elle le fait dans d'autres pays d'Afrique. C'est la manifestation concrète de la guerre de repartage impérialiste que se livrent les puissances impérialistes, notamment en Afrique. Les peuples n'ont rien à gagner à se ranger derrière l'une ou l'autre de ces puissances impérialistes et, pour nous, cela signifie qu'il faut dénoncer « notre » impérialisme et exiger le retrait de ses troupes.

Non au blocus criminel qui menace le peuple nigérien

Retrait des troupes françaises du Niger

Non à l'ingérence impérialiste au Niger

Paris, 31 juillet 2023

Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net, pcof@pcof.net, facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/